

La TV a pris le contrôle, mais elle ne l'assume pas

La rédaction

Xavier Alonso
Correspondant à Paris



Lundi soir en regardant TF1, on a bien ri devant *Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire*. Le documentaire vérité sur la fulgurante campagne de la nouvelle étoile de la politique française montrait en effet l'arrière-décor de cette aventure politique qui se conclut par son élection. On y voit notamment, le soir de l'élection, le couple Brigitte et Emmanuel Macron s'embrasser tendrement alors qu'apparaît, selon le rituel établi, l'image du vainqueur et son score sur l'écran TV. Tout cela au milieu des cris de bonheur de l'équipe du candidat victorieux.

Wouah... 65%! Quelle surprise! Quel suspense! Quelle libération que ces cris de joie devant le JT de 20 heures. La mise en scène était parfaite. En cela, le documentaire n'en était pas un. Soyons sérieux, cela faisait au moins une heure que nos sites Internet, comme ceux de nos collègues belges, avaient déjà donné le résultat. Et croyez-moi, les équipes des candidats ne fréquentent jamais autant les sites Web des quotidiens suisses et belges que pendant la présidentielle. Sans parler de leurs propres moyens qui font remonter très tôt les estimations des urnes.

Il ne s'agit pas d'accabler le réalisateur ni d'enlever au mérite du candidat d'En Marche! - ce qu'il a réalisé en une année est proprement époustouflant - mais de mettre en perspective le récit qui nous est proposé. Ce documentaire TV est une jolie narration de ces 200 jours de

folle présidentielle, mais il tient davantage de l'exercice de propagande que du travail journalistique. La formule est brutale. Alors on dira qu'Emmanuel Macron nous offre une version enlevée du roman de cette partie de sa vie. C'est un littéraire, ne l'oubliez pas!

On l'a vu par la multiplication des débats TV qui ont rythmé cette présidentielle 2017 - depuis les primaires jusqu'aux débats d'avant-premier tour (c'était nouveau) - les médias audiovisuels ont pris le contrôle de la politique française. C'est important de le souligner. C'est d'autant plus essentiel que rarement ils n'ont été à la hauteur de l'enjeu. Il a fallu l'impertinence d'un petit candidat pour mettre sur la table (et devant les téléspectateurs) les affaires judiciaires de François Fillon et de Marine Le Pen. Les journalistes qui animaient le débat n'avaient de toute évidence pas l'intention de le faire. On a vu un journaliste vedette du service public interviewer la présidente du FN une semaine avant la grande finale sans aborder l'une de ses six casseroles judiciaires.

Alors merci et chapeau bas au *Canard enchaîné*, au *Journal du Dimanche* et à *Mediapart* pour avoir gratté, cherché et enquêté. Ces «merdias» ont été les vrais acteurs de la présidentielle, jouant pleinement le rôle de contre-pouvoir et d'information qui est celui de la presse.

Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire est un documentaire sympathique parce qu'Emmanuel Macron l'est réellement: l'homme est un monstre d'intelligence sociale et il n'y a pas d'acrimoine à le souligner. Mais un docu vérité où le «héros» accepte de porter un micro-cravate pendant 200 jours doit autant à la vérité que les reportages «pipole» de *Paris Match*.

Crise de la presse papier, des lecteurs en fuite

L'invité

Daniel Cornu
Médiateur de Tamedia Publications romandes



Est-ce qu'une crédibilité accrue ramènerait aux journaux sur papier une audience prête à payer pour leurs prestations et assez fournie pour leur rendre la santé économique?

En Suisse romande, le bassin des lecteurs de presse est exigü. La masse critique manque. Aucun journal ne dispose non plus d'un potentiel d'exportation significatif. Le bassin des lecteurs se rétrécit chaque année, car il vieillit.

Une rencontre avec des étudiants de l'Université de Fribourg vient de le confirmer une fois de plus. Ils étaient une bonne trentaine. Aucun ne lit le journal, tous consultent leur smartphone.

La crédibilité d'un titre influence son audience sur l'Internet. Elle ne suffit pas à l'imposer. Le journal *Libération* vient de comparer l'impact des pages et des contenus numériques d'une cinquantaine de médias français. D'un côté, des médias traditionnels. De l'autre, des médias dits «alternatifs». Le résultat est éloquent: ce sont les médias «alternatifs» qui produisent les contenus les plus partagés.

La crédibilité d'un titre ne suffit pas non plus à pérenniser sa diffusion en kiosque ou par abonnement, et donc à lui procurer des revenus à un niveau assuré de viabilité. La presse écrite est aujourd'hui - le couplet devient

lassant - à la recherche d'un modèle économique.

Cette évolution s'inscrit dans une lente et apparemment inexorable transformation des habitudes de lecture. Le temps de chacun est dévoré par d'autres activités, proposées notamment par les nouvelles technologies.

Depuis 1987, les variations de la confiance du public envers ses médias sont consignées dans une étude annuelle menée chez nos voisins français. Elle est publiée par le quotidien *La Croix*.

Le taux de confiance dans les journaux est bas en 2017 (44%). Mais il a déjà atteint ce niveau à cinq reprises avant même le développement des réseaux sociaux.

Si l'anémie actuelle de la presse écrite n'avait pas d'autres causes que sa seule perte de crédibilité - des causes structurelles, économiques et technologiques -, il faudrait expliquer pourquoi les variations de la confiance du public n'ont pas produit, sur une durée de trente ans, des fluctuations dans son audience et sa diffusion, mais seulement une lente érosion.

Selon cette étude, le public ne place dans l'Internet qu'une confiance réduite. Chacun de ses membres en retient pourtant le mode de réponse privilégié: l'information qui l'intéresse, l'opinion qui lui correspond, et que les algorithmes permettent de lui délivrer dans l'instant.

Sur la page de couverture du magazine *Edito*, publication des journalistes suisses, un dessin fait dire à l'un des deux personnages: «Je vous ferai confiance quand vous écrirez ce que j'ai envie de lire!» Rien n'est plus vrai.

Sécurité informatique

Dans la forteresse du secret des données

A quelques jours de son inauguration, Gérard Sikias, patron de Safe Host, a ouvert les portes de ce bâtiment coffre-fort ultrasécurisé à «24 heures»

L'essentiel

● **Arc lémanique** C'est à Gland que va s'ouvrir dans une semaine le plus grand data center de Suisse. Un investissement de quelque 150 000 millions pour accueillir des serveurs informatiques sur 14 400 m². Un environnement ultrasécurisé.

● **Marché** La Suisse est en passe de devenir le véritable coffre-fort numérique de l'Europe. Pour des raisons technologiques, sécuritaires et légales.

● **Environnement** Gourmand en énergie, les data centers font aussi leur «révolution verte».

Yves Merz Texte

Patrick Martin Photos

Que peut bien cacher cette espèce de forteresse sans fenêtre à Gland? C'est la question qu'ont dû se poser des milliers de passagers des trains circulant sur la ligne Lausanne-Genève, puisque la construction, située au bord des voies CFF, est en travaux depuis mars 2014. Il s'agit d'un data center (centre d'hébergement informatique), le plus gros de Suisse, qui sera inauguré le 18 mai. Pour le moment, il ne contient rien de particulier. Des dizaines d'ouvriers sont encore en train de s'affairer sur le chantier à bout touchant. Mais ce bunker géant aura la capacité d'abriter 3600 racks (armoires) pour des serveurs informatiques. La société genevoise Safe Host, qui construit cet édifice à 150 millions, met tout en œuvre pour garantir à ses clients la plus grande sécurité. Visite des lieux avec Gérard Sikias, directeur, et sa fille Elena, coordinatrice du marketing de la société.

«La Suisse a un cadre législatif attractif au niveau de la protection des données, tout accès aux données sans l'ordre d'un juge est interdit»

Gérard Sikias directeur de Safe Host



150 C'est, en millions de francs, le coût de la construction du Data Center de Gland

23 000 C'est, en m², la surface totale du terrain acquis par la société genevoise Safe Host pour construire le Data Center

14 400 C'est, en m², la surface totale à louer aux clients pour l'hébergement de leurs serveurs informatiques

40 C'est, en MW, la consommation du data center en électricité quand il tournera à plein régime, soit l'équivalent d'une ville de 13 000 habitants

39 400 C'est, en m³, la quantité de béton qui a été coulé pour la construction du gigantesque bunker

15 000 C'est, en mètres, la longueur totale des câbles qui relient toutes les installations du Data Center de Gland

24 C'est le nombre de génératrices de secours qui seront prêtes à l'emploi en cas de panne de courant lorsque le data center tournera à plein régime

avec vue sur les Alpes pour les sous-sols du bunker, forcément moins engageants, où se trouve l'infrastructure technique du bâtiment. Notamment les citernes d'eau, des génératrices de secours, en cas de panne d'électricité, et les groupes de froid, car

l'hébergement de milliers de serveurs bourrés de microprocesseurs nécessite des mesures de refroidissement. Pour nous démontrer qu'il se soucie des questions d'économie d'énergie, Gérard Sikias nous emmène alors sur le toit, où l'on dé-

couvre d'immenses aéroréfrigérateurs, qui récupèrent l'air extérieur. «Ils prennent toute la place, si bien que nous ne pourrions installer des panneaux solaires que sur le toit du bâtiment administratif», précise-t-il.

Enfin, nous pénétrons au cœur du data center, qui accueillera les serveurs des clients. Il y a 14 400 m² de surfaces à louer, avec de grandes salles de 900 m² et de plus petites salles. «Chaque espace est dédié à un client, qui est le seul à avoir un badge

d'accès, explique Elena Sikias. Il est chez lui et peut donc avoir accès au serveur 24 heures sur 24. Il peut par exemple venir faire de la maintenance à tout moment du jour ou de la nuit.»

A quels clients s'adresse Safe Host?

La Suisse se profile comme le coffre-fort des données

« Vos données restent en Suisse », « La Suisse, banque des données », « Le cœur sécurisé de l'Europe ». Dans leurs publicités, les sociétés de data centers et autres fournisseurs de services liés aux données numériques ne manquent pas de faire apparaitre cette image de confidentialité, de sécurité, du secret et du coffre-fort qui a fait jadis les beaux jours du domaine de la banque.

Le marché de l'hébergement des données numériques reste fort discret à l'exemple de la société genevoise Infomaniak Network SA qui avertit que ses trois centres de données sont localisés à Genève et en Suisse, mais « pour des raisons de sécurité, leur emplacement exact n'est pas communiqué publiquement ». La société se présente d'ailleurs elle-même

comme neutre et indépendante...

Cela explique le fort développement de cette activité en Suisse ces dernières années alors qu'éclataient nombre d'affaires de fuites de données ainsi que les révélations de Snowden, l'ancien informaticien de la NSA. Selon un recensement de spécialiste, on dénombrait pas loin de 80 data centers dans notre pays, dont quelques-uns situés dans d'anciens bunkers de l'armée, dans les Alpes. Deux des plus grands acteurs mondiaux - Equinix et Interxion - sont présents. Le premier, qui compte plus de 320 entreprises clientes, possède sept data centers dont deux au centre-ville de Genève. La ville du bout du lac est une place forte du stockage de données numériques pour le compte de banques et d'entreprises,

notamment dans le secteur des télécoms et des fournisseurs d'accès Internet. Mais le canton de Vaud n'est pas en reste avec des sites à Crissier, Gland, Avenches, Renens et Lausanne. Leur bâtiment ressemble parfois à de véritables bunkers contemporains. La législation suisse sur la protection des données est un autre atout pour ce marché. « Cette idée du coffre-fort suisse, liée à l'intégrité et au secret, rassure beaucoup de clients qui ne sont déjà pas très favorables à lâcher leurs données. Ils veulent en tous les cas qu'on les conserve en Suisse, même si rien ne prouve qu'un serveur en France ou ailleurs est moins sécurisé », estime un spécialiste des technologies de l'information.

Jean-Marc Corset

Les mesures écologiques

« C'est bien connu, les data centers sont des ogres énergivores en électricité. Les milieux écologiques ne manquent d'ailleurs pas d'alerter leurs propriétaires afin qu'ils prennent toutes les mesures possibles pour diminuer leur empreinte écologique. Gérard Sikias, fondateur et directeur de la société genevoise Safe Host, qui construit et va gérer le Data Center de Gland, ne reste pas insensible à cette préoccupation. « Il faut d'abord relever que si les serveurs des entreprises n'étaient pas regroupés dans un data center, ils existeraient ailleurs et consommeraient de toute manière de l'énergie. En les réunissant dans un même endroit, on diminue déjà cette consommation. D'autre part, comme nous l'avons fait à Plan-les-Ouates,

nous avons pris toutes les dispositions techniques pour permettre de récupérer la chaleur émise par le data center afin de chauffer des immeubles voisins. Nous avons également un certificat qui garantit que 100% de l'électricité utilisée par le data center est verte, d'origine hydraulique. Enfin, vous avez pu voir que nous avons installé de puissants aéroréfrigérateurs qui permettent de diminuer la consommation d'électricité liée à la climatisation. L'eau que nous utilisons pour refroidir le centre est récupérée du lac et de la pluie. Je tiens également à dire que nous clients, et pas seulement les milieux écologiques, nous demandent instantanément d'utiliser de l'énergie verte. »

« Nous pouvons accueillir toutes sortes d'entreprises, de la plus petite à la plus grande, car nous proposons des espaces très flexibles, précise-t-elle. Et de citer en exemples des banques, des sociétés de trading, des cliniques, ou des compagnies aériennes. « Vous comprenez pourquoi la sécurité est notre priorité. Par exemple, si les serveurs d'un aéroport ne fonctionnent plus, les avions ne volent plus. Nous devons garantir à nos clients la continuité de leurs affaires. »

Électricité garantie

Dès lors, tout a été entrepris pour assurer l'alimentation des serveurs, leur connectivité, et leur climatisation. Il existe un système de redondance pour chaque appareil. « Nous avons toujours une solution alternative qui garantit le fonctionnement des serveurs en tout temps », insiste Elena Sikias. Le site de Gland a notamment été choisi parce qu'il était susceptible d'obtenir un important approvisionnement en électricité. La Société électrique intercommunale de La Côte (SEIC) a construit un nouveau poste d'alimentation à Gland pour garantir cet approvisionnement. En plus, lorsque le data center tournera à plein régime, il totalisera vingt-quatre génératrices de secours prêtes à l'emploi en cas de panne de courant.

Ce souci de sécurité va encore au-delà des aspects purement techniques. Gérard Sikias rappelle notamment que le site a été choisi parce qu'il ne se situe pas dans une zone à risques de tremblements de terre ou autres catastrophes naturelles. Et surtout, la Suisse, pays stable politiquement, fait partie des nations les plus sûres au monde pour accueillir ces centres de traitements de données informatiques. En ouverture de son site Internet, Safe Host indique que le Data Center Risk Index a classé la Suisse au 3e rang des nations les plus sûres pour héberger ces données, derrière l'Islande et la Norvège. Son rapport se base sur sept critères de sélection, dont la stabilité politique, les risques de catastrophes naturelles et la sécurité énergétique. « On pourrait encore ajouter que la Suisse a un cadre législatif très attractif au niveau de la protection des données, ajoute Elena Sikias. En Suisse, tout accès aux données sans l'ordre d'un juge est interdit. »

Et les affaires, comment se présentent-elles, osons-nous demander à la fin de la visite? « Il y a de la demande. Nos premiers clients seront installés à la fin de l'été, répond Gérard Sikias. Notre développement s'étendra sur plusieurs étapes séparées de plusieurs mois. » En attendant, Safe Host compte près de 900 inscriptions à l'inauguration du 18 mai.



Coffre-fort numérique
Le bâtiment vu de l'extérieur et son rez-de-chaussée ouvriront la semaine prochaine. Les premiers clients pourront dès lors installer leurs serveurs sur les 14 400 m² dévolus à cet effet. Le directeur de Safe Host, Gérard Sikias, pose devant quelques racks. - PATRICK MARTIN

